

AMIRA N° 28

DES ELEMENTS AUX SYSTEMES

Réflexions sur les procédés de généralisation dans
les enquêtes de niveau de vie
en Afrique

Ph. COUTY

Paris Décembre 1979

P L A N

INTRODUCTION

I. - LES UNITES RETENUES

a) Les groupes de consommation

1- définition

2- application

- cuisines de polygames

- échanges de plats

- variation de volume des G.A.

b) Les groupes budgétaires

1- les expédients

2- une solution radicale

2. - LA GENERALISATION DANS L'ESPACE

a) Cadres et conditions de l'extrapolation statistique

b) L'ethnie, opérateur autonome de généralisation ?

c) Comportement économique et structures sociales.

3. - LA GENERALISATION DANS LE TEMPS

a) L'analyse des résultats d'enquête proprement dits

b) Schémas d'évolution.

CONCLUSION

Les chercheurs de Sciences Humaines ont-ils mis au point des techniques ou des méthodes dont les statisticiens pourraient s'inspirer pour améliorer leurs enquêtes en milieu rural africain ?

En ce qui concerne les techniques, c'est-à-dire les moyens pratiques de recueillir l'information, rien n'est moins sûr. Les techniques des Sciences Humaines sont bien connues : relevés généalogiques, observation - participation, histoires de vie, inventaires, levés de parcellaire, etc ... Tous ces procédés exigent de longs délais. Le statisticien aussi a ses techniques : il effectue des mesures, des pesées, des comptages, il fait interroger par ses enquêteurs les individus composant un échantillon représentatif de la population étudiée. Il n'y a aucune raison de supposer que le statisticien puisse ou veuille se transformer en chercheur, et inversement. Il n'est même pas certain que, pour mieux tirer parti de ses techniques, le statisticien puisse beaucoup s'appuyer sur les renseignements -trop nuancés, trop complexes-, que lui fournit le chercheur. En mettant les choses au mieux, on peut dire que grâce à certaines recherches qualitatives, dont les résultats doivent être simplifiés, le statisticien peut faire ses choix techniques en meilleure connaissance de cause, c'est-à-dire trancher dans le vif en mesurant davantage les limitations de son instrument. La collaboration entre chercheurs et statisticiens pourra bien entendu devenir plus substantielle si ces derniers ajoutent, ou même substituent (1) à leurs enquêtes habituelles des investigations plus souples, sauvegardant les avantages du sondage probabiliste mais portant sur des échantillons plus restreints et mieux étudiés. De telles investigations auraient pour objectif, par exemple, de préparer des projets de développement dans de petites zones, ou d'en suivre la réalisation. On ne quantifierait alors que pour mieux qualifier (2), la mesure devenant un moyen de mieux voir et de mieux différencier, -un peu comme la couleur rehausse un dessin.

Ces perspectives laissent entrevoir la possibilité d'une convergence entre les techniques de la recherche et celles de l'enquête statistique. En attendant que cette convergence se précise pratiquement, on peut d'ores et déjà chercher quels sont les rapprochements possibles au plan des méthodes.

Dans méthode, il y a l'idée de sélectionner, d'ordonner (3) et d'organiser un ensemble de techniques en fonction d'un objectif de recherche. Un souci inspire cet agencement : faire en sorte que les réponses obtenues livrent une information non fugitive (4), autrement dit révèlent des comportements stables, et si possible les raisons de ces comportements.

Les méthodes des Sciences Humaines présentent-elles de l'intérêt pour les statisticiens ? Pour tenter de répondre à cette question, on peut chercher quelle a été la démarche effectivement suivie dans un certain nombre de travaux. Dans ce but, il faut se poser quelques questions, assez générales pour convenir à des recherches d'inspiration diverse, assez précises pour mettre à jour des régularités ou des progrès significatifs. Par exemple :

- Comment définit-on et choisit-on les unités d'enquête en milieu rural africain (famille, exploitation, village, terroir, région, etc ...) ?
- Comment généralise-t-on les résultats dans l'espace, à l'échelle d'une zone ou d'un groupe ?
- Comment généralise-t-on les résultats dans le temps, à l'échelle d'évolutions dépassant la période observée directement ?

1- La première question concerne les regroupements auxquels le chercheur, placé devant une population d'individus, procède pour avoir prise sur les phénomènes à étudier. A la fois construites en fonction des objectifs de la recherche et fondées sur des comportements manifestes, ces unités sont de dimension variable. Elles s'emboîtent et se recouvrent selon des schémas complexes. Y a-t-il eu progrès dans la définition de ces unités ? Sait-on mieux, aujourd'hui, se placer au niveau où les phénomènes étudiés prennent le plus de relief ?

2- Qu'il y ait sondage probabiliste ou choix raisonné, l'observation directe ne porte jamais que sur une petite fraction de la population ou de l'espace à décrire. Il faut donc extrapoler ou généraliser.

La technique statistique fournit pour cela des recettes sûres, mais n'existe-t-il pas d'autres façons -plus ou moins explicites, plus ou moins formalisées- de considérer comme valables pour une zone ou pour un groupe les résultats d'une étude localisée ? Ces généralisations intuitives ont-elles un statut scientifique ? Doit-on les considérer comme des pis-aller par rapport à l'extrapolation statistique ? Ne fournissent-elles pas plutôt à cette dernière les cadres et les limites qui fondent sa légitimité ?

3- A la généralisation dans l'espace s'en superpose une autre dans le temps. Les recherches sur le terrain s'étendent, au plus, sur une ou deux années. Telle est donc la mesure des évolutions constatées de visu. La mise en évidence de changements à plus long terme recourt à la mémoire des personnes interrogées, à des paris faits sur la stabilité de certaines tendances, quelquefois à la comparaison de données telles que recensements anciens, photos aériennes, etc ... Quelles sont les justifications et les cheminements de l'opération par laquelle on dépasse, souvent de beaucoup, la période observée directement ?

Telles sont les trois questions qu'on se propose, à titre d'expérience préliminaire, d'appliquer à un ensemble de recherches exécutées par l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM) au cours des vingt-cinq dernières années. Dans les publications de l'Office touchant le milieu rural africain, il existe une série de travaux qui ont constitué une bonne occasion de jeter un pont entre connaissance qualitative et pratique statistique. Ce sont les enquêtes sur les budgets familiaux et la consommation auxquelles des chercheurs de l'ORSTOM ont participé, ou qu'ils ont réalisées ou dont ils ont assumé la direction dans une équipe comprenant des statisticiens. Cinq de ces enquêtes ont été examinées (voir tableau ci-joint) :

- Enquête approfondie réalisée à Evodoula (Cameroun), par un économiste, un sociologue et une équipe de nutritionnistes, en 1954-1955 ;
- Enquête extensive réalisée dans la zone cacaoyère du Cameroun, par un socio-économiste, en 1954 ;

Lieu et date de l'enquête	Date de publication	Données techniques	Unité de résidence	Groupe budgétaire	Groupe de consommation	Observations
Cameroun Evodoula (Subd. d'Okola) Mai 54 - Mai 55	1957 Etude socio-éco. (PAUVERT et LANCREY-JAVAL)	43 familles (260 indiv.) Population totale : 3 249 individus	Groupe de cases au moins 1 case homme + 1 cuisine (femme et enfants)	Foyer : ensemble des individus au- tour du même feu, soit un homme, sa ou ses femme(s), leurs enfants non mariés, la veuve du père ... (p. 23). Le foyer est inclus dans le <u>ndabot</u>		L'étude socio-économique porte sur "une communauté" représentative du pays ewondo - eton, en pratique "un groupement habité en totalité par des membres du <u>nyog</u> Onamnyé (tribu eton du groupe fang).
Evodoula Fév.-Déc. 54	1958 Etude alimentai- re (MASSEYEFF et al.)	31 foyers (207 indiv.)			Ensemble des personnes ayant l'ha- bitude de consommer les repas pré- parés par une même cuisine (p. 9); éventuellement, chaque cuisine de femme polygame (p. 10)	
Cameroun Zone cacaoyère 20 villages dans 6 subdivisions Mars-Sept. 54	1956 (BINET)	496 budgets (2 798 ind.) Population totale : 600 000 individus Tirage effectué "en dis- tinguant selon les caté- gories fiscales ..." (p. 17)	Groupe de cases (1 maison + 1 cuisine) p. 120	Famille ou foyer : groupe de ceux qui vivent et prennent leurs repas ensemble (p. 15). La famille patri- arcale équivaut à un foyer si fils et frères etc ... travaillent essen- tiellement au profit du patriarcat; mais chaque ménage peut travailler et consommer à part (p. 36, note 1)		3 types de documents : inventaires, études sur les marchés, B.F. L'enquête porte uniquement sur les revenus monétaires, donc l'autonomie relative des épouses polygames n'est pas prise en compte car elle ne con- cerne pas les circuits monétaires (p. 36, note 1)
Côte d'Ivoire Subdivision de Bongouanou Fév. 55-Avr. 56	1958 : Rapport 1960 : Ouvrage (BOUTILLIER)	Sondage à 2 degrés dans 2 milieux : - Agni : 9 villages et 162 rectangles, soit 600 ménages et 4 000 ind. (1958-pp. 14-16, 70 et 121) -Dyoula : 62 concessions (1 700 personnes) - Pop. totale 65 000 hab. env.	Rectangle Agni Concession Dyouda	- Ménage Agni : mari, ses épouses, leurs enfants, 1-2 ascendants ou collatéraux. Le ménage est le noyau de l'exploitation agricole. Imbrication possible des budgets des ménages d'un même lignage (1958 - p. 26) - Dyouda : ménage de cultiv. (6,6 personnes), de commerçants (3,8 personnes) + manoeuvres.	- Agni : groupes élémentaires de consommation (GEC) composés de cui- sines mettant en commun, dans un même rectangle, les plats préparés Les relevés sont faits par GEC (1958 - p. 69) - Dyouda : groupe de consommation ne coïncidant pas avec la conces- sion (135 G.C. pour 109 concessions 1960 - p. 153)	L'enquête Niveau de Vie fait partie d'un ensemble (Démographie (Agriculture (Consommation/B.F. (Habitat - Santé
Cameroun Adamaoua Mars 63-Mars 64	1966 (WINTER) 1970 Bilan méthodes (WINTER)	Sondage : - à 2 degrés en brousse, sur 3 strates, 28 villa- ges et 4 Sarés par vil- lage ; - à 1 degré à Ngaoundere (48 Sarés) Soit 144 ménages, 600 personnes - Pop. totale 180 000 personnes	Saré	Ensemble des personnes dépendant pour les dépenses les plus impor- tantes d'un même centre de déci- sion et se trouvant présentes dans le G.B. pendant plus de la moitié du temps de l'enquête. Un Saré peut inclure plusieurs G.B.	Ensemble des personnes qui ont l'habitude de prendre ensemble les repas préparés dans les mêmes cui- sines (1970 - p. 12) Le G.C. ne coïncide pas avec le Saré. On repère un "noyau permanent" (1966 - p. 93) composé des membres des G.B. des femmes dont la cuisine est suivie par l'enquêteur	L'enquête Niveau de Vie fait partie d'un ensemble (Démographie 1961 (Agriculture 1961 (B.F./Consommation 1963-1964
Haute Volta (Mossi, Samo, Bobo) Janv.-Déc. 73	1974 (ANCEY)	- 181 Zaka, soit 203 ex- ploitations dans 14 vil- lages choisis dans 5 strates (Départ/Accueil) - 1 850 résidents présents	Zaka	Etude des flux monétaires ayant relié la totalité des agents re- censés (1974 - p. 19) Dépouillement effectué : - par groupes de statut (parenté) - par strates		L'enquête fait partie d'un ensemble de recherches sur les migrations Mossi (en Haute Volta et à l'étran- ger). Flux monétaires saisis au niveau in- dividuel et traités au niveau de groupes définis par le statut fami- lial. Mise en évidence de situations de domination/dépendance/autonomie propres à chaque groupe.

- Enquête extensive dirigée par un socio-économiste, en collaboration avec le Service Statistique de la Côte d'Ivoire, à Bongouanou (Côte d'Ivoire), en 1955-1956 ;
- Enquête extensive dirigée par un statisticien-économiste, en collaboration avec le Service de Statistique Générale du Cameroun et l'INSEE-Coopération, dans l'Adamaoua (Cameroun), en 1963-1964 ;
- Enquête réalisée par un économiste, en Haute Volta, pendant l'année 1973, pour une recherche sur les migrations.

*

* *

I. - LES UNITES RETENUES

L'examen de ces cinq enquêtes permet d'identifier deux problèmes : la définition des groupes de consommation, celle des groupes budgétaires.

a) Les groupes de consommation

A l'enquête sur les budgets, qui saisit des flux monétaires, peut s'ajouter une enquête mesurant directement les consommations alimentaires finales, que celles-ci proviennent d'achats, ou de cadeaux venant de l'extérieur, ou de la production familiale.

Comme il n'est pas possible d'enregistrer la consommation alimentaire de chaque individu, au moment où celui-ci avale une poignée de riz ou de mil, on est obligé d'effectuer les pesées lors de la préparation des aliments destinés à un groupe de rationnaires préalablement défini et identifié. On affecte ensuite à chaque rationnaire une part de la masse de produits mesurés et pesés.

S'il est juste de rappeler (5) que l'enquête de consommation a l'avantage de porter sur un phénomène effectivement constaté, fournissant ainsi les estimations les moins mauvaises qui soient de la production vivrière, il convient d'ajouter que cet avantage est atténué dans une certaine mesure par la nécessité de délimiter quelque peu arbitrairement les groupes auxquels on rapportera les quantités pesées. De plus, l'enquête alimentaire aboutit à des sous-estimations, puisqu'elle ne saisit pas, ou qu'elle saisit très mal, les consommations faites hors du groupe et entre les repas.

Dans les enquêtes étudiées, on note toute une gamme de difficultés pratiques soulevées par l'application d'une définition sur laquelle, en gros, tout le monde est d'accord.

1- Définition

Une formulation très claire du groupe de consommation est donnée par WINTER (6) : "Le groupe alimentaire réunit les personnes qui

ont l'habitude de prendre ensemble les repas préparés dans les mêmes cuisines". Cette formulation abrégée, sans la modifier substantiellement, la définition donnée par l'INSEE en 1961 : "Groupe de personnes constitué d'un ou plusieurs ménages (ou isolés) qui prennent leurs repas en commun ou par petits groupes, avec des plats préparés par une ou plusieurs cuisines, de sorte que la consommation d'une partie du groupe ne puisse être observée séparément, et de sorte que tous les plats préparés par la ou les cuisines soient consommés par l'ensemble des personnes de l'unité"(7).

2- Application

Les difficultés pratiques proviennent, entre autres, de la polygamie, des échanges de plats entre groupes, et des variations du volume des groupes.

- Cuisines de polygames (8). Chaque épouse de polygame, dans le Sud du Cameroun, a sa propre cuisine et nourrit ses enfants et ses proches. Elle envoie une partie du repas à son mari, qui consomme des plats provenant de toutes ses femmes. On note, en outre, des échanges de plats entre femmes. Pratiquement, il est possible d'effectuer les calculs sur l'ensemble des foyers d'une même famille polygame, soit d'utiliser le foyer comme base d'étude en considérant que les échanges entre femmes s'annulent. C'est la seconde solution qui est retenue dans l'enquête de 1954-1955.

- Echanges de plats, allant jusqu'à une véritable mise en commun des plats de plusieurs cuisines. A Bongouanou (9), il n'existe pour ainsi dire pas de cuisines isolées. Dans le rectangle agni, "communauté de fait, sans chef précis, où le voisinage resserre des liens entre parents plus ou moins proches" (10), plusieurs ménages mettent en commun leurs repas, de sorte que le rectangle constitue une grappe difficile à dissocier de groupes élémentaires de consommation. C'est ce rectangle qui sert d'unité de sondage au second degré. Les relevés sont néanmoins faits par groupe élémentaire de consommation si le fractionnement du rectangle est possible, et simplement pour limiter l'unité enquêtée à un nombre raisonnable de cuisines (11).

Dans l'Adamaoua, femmes et enfants mangent dans l'unité de résidence (sare), mais les hommes de plusieurs sare mangent ensemble des plats mis en commun. Il est donc difficile de repérer le groupe alimentaire. On peut tout au plus en repérer le "noyau permanent" (12), réunissant tous les membres des groupes budgétaires des femmes dont la cuisine était suivie par l'enquêteur. C'est sans doute en fonction du nombre de ces membres habituels que chaque femme, plus ou moins consciemment, apprécie les quantités nécessaires à la préparation de chaque repas".

- Variation du volume des groupes alimentaires, par exemple en raison d'allées et venues entre village et campements de culture. Tel était le cas à Bongouanou. Les relevés au village ne pouvant saisir qu'un aspect de la vie de la population, il a fallu partager les observations entre le village et les campements. Les enquêteurs ont donc eu à suivre les "groupes de consommation plus ou moins mouvants d'un rectangle" (13), en visitant simultanément les campements des planteurs du rectangle.

De tout ceci, on peut retenir qu'aucune solution générale n'est à espérer. Le parti le plus sage est de repérer empiriquement, cas par cas, les espaces de commensalité à l'intérieur desquels s'opère la consommation. Les quantités pesées ne pourront donc être affectées qu'en bloc à un nombre assez important de rationnaires : vingt en moyenne dans le rectangle agni (14). Encore faut-il bien voir les conséquences que cela entraîne au plan de l'analyse. Comme le note WINTER (15), la mise en commun des plats efface dans une certaine mesure les différences entre ménages d'un même village. Logiquement, il y a donc risque de voir tourner court certaines analyses fondées sur les caractéristiques de ménage (16), alors que les caractéristiques de village gardent leur capacité d'explication. Le pouvoir de résolution des télescopes et des signaux de télédétection bénéficie du progrès technique, mais celui des enquêtes statistiques bute contre le caractère insécable des objets étudiés.

b) Les groupes budgétaires

Le groupe budgétaire se rattache à une masse de monnaie, "enveloppe globale, somme résultante de flux sur laquelle un pouvoir unique de décision, en la personne du chef d'unité budgétaire, exerce un certain nombre d'arbitrages entre divers postes de consommation, entre celle-ci et l'épargne, entre l'épargne et l'investissement" (17). L'ensemble de ces choix est censé traduire la fonction de préférence collective du ménage.

Ces fictions ont une signification pratique. En interrogeant le seul chef d'unité budgétaire, on peut -théoriquement- construire un budget concernant plusieurs personnes.

On ne fait pas assez remarquer que cette conception du budget familial ne correspond nulle part à la réalité. Que l'on songe à l'imbrication entre le budget commun et les budgets personnels d'un ménage de salariés français vivant avec leurs enfants également salariés. Où se trouvent, dans ce cas, le pouvoir unique de décision et la fonction de préférence collective ? La distance entre réalités vécues et représentations comptables ou fiscales est-elle ici moins grande qu'en Afrique ? On pourrait soutenir, en vérité, qu'en raison de la sous-administration et de la faible alphabétisation qui prévalent en Afrique, on peut au moins y appréhender directement les situations vécues, alors que dans les sociétés industrielles, gens et choses poursuivent une existence et des activités occultées par une incroyable accumulation de signes et de représentations, de sorte que les phénomènes sociaux et économiques réels demeurent chez nous aussi ignorés que la langue parlée. Quoiqu'il en soit, on prend conscience en Afrique des faits suivants :

- Existence de plusieurs niveaux de décision et de regroupement fonctionnant simultanément, et concernant les activités de subsistance (incluant une frange d'échanges monétaires non marchands), les échanges monétaires sur produits exportés et importés, l'accumulation de certains biens (trésor agni, troupeau serer) en vue de dépenses telles que funérailles et dots. ANCEY a remarquablement schématisé cette organisation complexe, notamment dans un texte intitulé "Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain" (18).

- Tendance croissante à l'individualisation des activités agricoles, au moins en ce qui concerne certaines spéculations. Observable partout, (19) cette tendance oblige à reconnaître qu'en situation de transition, les activités monétaires des individus reflètent des rapports de production qui sont encore calqués sur les rapports de parenté, mais qui commencent aussi à manifester la situation des agents dans un univers marchand. D'où deux systèmes simultanés de référence et d'analyse, qu'il est difficile d'intégrer dans un cadre unique. A ce point de vue le cheminement observé passe par des expédients, et s'achève par une proposition radicale.

1- Les expédients

Ils ont pour but de nuancer des schémas théoriques que leur rigueur apparente coupe de la réalité. Ainsi, le manuel de l'INSEE publié en 1961 indique que l'unité budgétaire est "un groupe de personnes dépendant d'un chef d'unité qui a, seul, autorité sur l'ensemble des recettes et des dépenses des ménages membres de l'unité". Or, que constate-t-on à la lecture des publications énumérées plus haut ?

Au Cameroun, en 1954, BINET retient comme unité budgétaire le groupe de ceux qui vivent et mangent ensemble (20), en signalant toutefois :

- la rémanence de solidarités ou de rapports d'autorité au sein du ndabot (segment de lignage) (21) : "Certains tiennent à payer l'impôt pour leurs fils ou leurs frères et marquent par là qu'ils sont l'intermédiaire obligé entre la puissance administrative et l'individu" (22) ;

- la possibilité de ressources personnelles difficiles à repérer : "Chaque fois que des fils habitent à part et ont des ressources personnelles qu'ils conservent, un budget particulier a été établi pour eux" (23). Et plus loin : "Malgré tous les efforts faits, toutes les ressources d'un groupes ne sont pas recensées dans les budgets familiaux. Chacun, homme, femme, enfant, conserve par devers lui certaines recettes et effectue certaines dépenses strictement personnelles. Elles sont trop faibles et trop dispersées dans le temps pour qu'on en garde un souvenir précis" (24) ;

- la clandestinité générale des revenus féminins : "Nos budgets n'atteignent que les recettes masculines dans leur totalité. Chaque femme et souvent chaque enfant a ses propres ressources à l'aide desquelles il améliore son ordinaire" (25).

Si on les rapproche du travail approfondi de PAUVERT, ces remarques font prendre conscience d'un décalage entre le niveau où se situe l'enquête du fait du cadrage adopté (foyer, famille restreinte) et le niveau où se constituent les revenus monétaires dont la mesure est pourtant l'objectif prioritaire de l'enquête. PAUVERT montre que chez les Ewondo et les Eton, le foyer (26) constitue une unité économique fondamentale en ce qui concerne les activités de subsistance : cueillette et cultures vivrières des femmes. Par contre, l'exploitation des palmiers (huile et bois) est effectuée en commun par les hommes du ndabot. De même, si la propriété des pieds de cacao est individuelle, leur exploitation est souvent le fait d'équipes réunissant les membres d'un même ndabot (27).

A partir du travail de PAUVERT, on peut dresser le tableau suivant :

N°	Niveaux de regroupement en milieu Ewondo et Eton (Cameroun)	Fonctions économiques
1	Famille restreinte, foyer	Cueillette, cultures vivrières
2	Equipes de travail prélevées dans un même <u>ndabot</u>	Production de cacao
3	<u>Ndabot</u>	Palmiers à huile, gestion des dots
4	<u>Mvog</u> (Lignage majeur)	Funérailles

BINET établit, en se plaçant au niveau I, des budgets où il repère et analyse des flux de monnaie trouvant leur origine, à 70 %, dans une production organisée à un niveau supérieur. La circulation de monnaie qu'il enregistre est donc mal reliée au système de production qui la fonde. Elle n'a aucune chance, en tout cas, d'être "expliquée" par les croisements habituels : revenus et nombre d'hommes par foyer, revenus et nombre de femmes par foyer, etc... (28).

Les enquêtes de BOUTILLIER (1955-1956) et de WINTER (1963-1964) précisent les points qui viennent d'être soulevés. On note dans ces travaux :

- le souci, devant la difficulté que présente le repérage des groupes budgétaires, de partir de faits matériels, à savoir le regroupement dans une unité de résidence (29) ;
- la résignation à un certain flou, donc à un certain arbitraire (30) ; autant reconnaître, par conséquent, que le budget doit finalement être construit. WINTER (31) est très explicite sur ce point : "Pour chaque groupe budgétaire, on avait trois budgets mensuels, deux budgets trimestriels et un budget annuel dont la comparaison, au cours de l'enquête puis de l'exploitation, a permis de nombreuses corrections et de féconds recoupements, et à partir desquels on a reconstitué le budget annuel de chaque ménage enquêté" ;
- la reconnaissance de plusieurs niveaux de budget, ou d'une imbrication possible des budgets d'unités élémentaires. Ainsi, à Bongouanou, où l'exploitation agricole agni est très individualisée et coïncide assez bien avec le ménage, on note que le lignage maternel est le lieu d'une solidarité financière matérialisée par un trésor de famille, destiné entre autres aux dépenses de funérailles (32) ;
- la prise de conscience que la seule voie sûre consisterait à interroger tous les individus regroupés dans des unités de résidence matériellement repérables. La délimitation des unités budgétaires deviendrait alors objet de recherche, au lieu d'être considérée, prématurément, comme un moyen de recherche (33).

2- Une solution radicale

Dans l'enquête qu'ANCEY a réalisée en Haute Volta, le problème de la définition d'une unité budgétaire devient tellement secondaire qu'il est quasi passé sous silence. ANCEY recueille ses chiffres au niveau individuel, (34) pour les soumettre ensuite à deux types d'analyse :

- une analyse matricielle fondée sur le regroupement, en fonction de leur statut familial, de tous les individus interrogés :

"Il est parfaitement licite de réunir dans une matrice unique les résultats des cinq strates confondues. La matrice brute, globale, résume ainsi l'ensemble des flux monétaires ayant relié au cours de l'année la totalité des agents recensés" (35) ;

L'objet de cette analyse est de savoir quelles sont les catégories sociales qui manipulent la monnaie, quelles sont les catégories qui, par le canal de ces manipulations, exercent une domination ou subissent une dépendance, et enfin quelles sont les catégories qui, tout en manipulant de grandes quantités de monnaie, s'isolent dans une relative autonomie budgétaire. Résultat essentiel : les chefs d'exploitation ne contrôlent pas la circulation monétaire, laquelle est déviée vers des destinations ne compromettant pas l'équilibre social. On voit à quel point la notion de "chef d'unité budgétaire" suppose, à tort, résolu de façon uniforme un problème pour lequel chaque société invente des solutions originales (36).

- une analyse plus classique, portant sur des résultats globalisés par strates géographiques. Cette analyse ventile les recettes et les consommations par catégories de biens et de services.

On voit qu'ici, les cadres de regroupement sont désormais soit la catégorie sociale, définie par le statut familial, soit la localisation géographique. ANCEY va donc jusqu'au bout des remarques de WINTER (37) sur le peu d'intérêt que présentent les critères de ménage par rapport aux critères de village (activité rurale dominante, ancienneté d'installation, ...). Il pulvérise d'autre part la notion de budget-enveloppe en faisant porter l'analyse sur la circulation de monnaie et de biens aussi bien dans la famille qu'entre familles. On est très loin, bien entendu, de la quantification orientée vers les agrégats de la Comptabilité Nationale. Si ANCEY quantifie et procède à des analyses mathématiques sophistiquées, c'est avant tout pour élucider des comportements

migratoires et monétaires qui font problème. Dans la deuxième et la troisième partie de cet article, nous tenterons d'apprécier la fécondité de ce choix méthodologique.

Quant aux conclusions pratiques à tirer de notre examen, elles sont faciles à formuler. Ce n'est qu'en fin d'enquête qu'on pourra éventuellement, sinon résoudre la question des limites du groupe budgétaire, du moins l'éclairer. Pour y parvenir, la règle semble bien être de recenser les individus rattachés à une unité d'habitation, et de s'enquérir auprès de chacun d'eux de toutes leurs transactions. Il convient bien sûr de ne pas omettre les questions qui permettront, au moment du dépouillement, de regrouper les individus interrogés. Ces questions ont trait (38) à l'origine de l'argent dépensé et à la destination du produit acheté. Toutefois, il n'est pas impossible que la recherche d'une enveloppe budgétaire commune à plusieurs individus, et par conséquent d'un centre de décision unique, bute contre le fait que la circulation monétaire n'est pas vraiment contrôlée par ce centre. On a vu sur pièces que l'analyse peut s'orienter vers d'autres regroupements, à imaginer cas par cas, en fonction de la question posée. A des enquêtes standardisées, dont la finalité comptable serait partout la même, on substitue des enquêtes sui generis, conçues, réalisées et exploitées en fonction de problèmes différents.

II. - LA GENERALISATION DANS L'ESPACE

Les observations qui vont suivre sont plus conjecturales que les précédentes. En effet, si les auteurs des rapports donnent en général des détails précis sur les unités d'enquête qu'ils ont choisies, et sur les difficultés qu'ils ont rencontrées pour les identifier, ils sont moins prolixes sur l'opération qui consiste à généraliser, à partir d'un échantillon, à l'échelle d'un espace ou d'un groupe. Ou plutôt ils donnent toutes les informations souhaitables sur les aspects techniques de cette opération, mais en passant rapidement sur certains à-côtés qui leur paraissent aller de soi. On voudrait ici, en exhibant l'implicité, attirer l'attention sur ces à-côtés, sur les problèmes qu'ils posent et sur le rôle qu'ils jouent.

a) Cadres et conditions de l'extrapolation statistique

A première vue, la généralisation dans l'espace ne semble pas offrir de difficulté. Dans une zone d'enquête définie au départ, et dont on donne en général une carte, un échantillon est prélevé suivant certaines règles, et les résultats obtenus à l'échelle de cet échantillon seront considérés comme valables, dans certaines limites, pour la zone toute entière. Ainsi WINTER (39) étudie le département de l'Adamaoua, au Cameroun, amputé de la plaine Koutine et de la plaine Tikar. Il y prélève 144 ménages, tirés d'une part dans la ville de Ngaoundéré, et d'autre part dans trois strates de brousse. Les informations obtenues auprès de ces 144 ménages sont finalement extrapolées à l'ensemble de la zone, ou plutôt des personnes vivant dans la zone, ce qui donne des énoncés tels que les suivants : "Le régime alimentaire des populations de l'Adamaoua (en-dehors de Ngaoundéré) s'est révélé satisfaisant ... Les Bayas mangent trop exclusivement de manioc pour recevoir les calories et les vitamines B qui leur sont nécessaires ... La consommation de bière de mil ou de maïs est très importante, sauf chez les Foulbé, musulmans convaincus ... Pour l'ensemble de l'Adamaoua, le revenu global annuel des ménages était de l'ordre de 2,5 milliards de francs CFA, dont 59 % sous forme monétaire ... Les femmes travaillent plus que les hommes ... etc ..."

(40).

Le chercheur a stratifié son échantillon de brousse selon un critère ethnique, c'est-à-dire qu'il a présumé une certaine homogénéité de comportement entre individus se réclamant de la même ethnie, ou appartenant à des ethnies jugées très proches (Mboum, Dourou, Laka, Wawa, Niam-Niam, Babouté) parce que toutes autochtones. Cette homogénéité s'envisage à deux niveaux : celui des comportements objectifs, constatables et mesurables (les Foulbé ne boivent pas de bière) et celui de phénomènes profonds dépassant les manifestations concrètes qui les révèlent (les Foulbé sont des musulmans convaincus).

Une intéressante discussion est amorcée dans le rapport (41) sur la pertinence de ce critère ethnique. L'auteur regrette de n'avoir pas disposé à temps des résultats d'une enquête agro-économique qui lui auraient permis de stratifier selon le critère de l'activité agricole, ou rurale, dominante. Ce critère est en effet jugé plus explicatif, entre autres, des différences ou variations du régime alimentaire. On souhaiterait cependant beaucoup plus de détails sur ce point, et savoir de façon précise pourquoi l'on peut associer dans une certaine mesure à la notion d'ethnie -au moins par hypothèse- l'idée de comportements similaires. En fait, tout se passe comme si un certain découpage des sociétés vivant sur un espace donné permettait de tracer a priori les limites à l'intérieur desquelles l'extrapolation statistique va pouvoir jouer légitimement. On sent bien que ce découpage, loin de jouer un rôle secondaire dans la démarche suivie, en constitue au contraire un rouage essentiel.

b) L'ethnie, opérateur autonome de généralisation ?

L'enquête de Bongouanou, en Côte d'Ivoire, dirigée par un socio-économiste, a donné lieu à deux publications : un rapport technique et un ouvrage qui, vingt ans plus tard, se lit toujours avec un vif intérêt. Là aussi, l'homogénéité de comportement de certains groupes a conditionné et limité la validité des extrapolations statistiques, à tel point que les résultats de l'enquête sont présentés de manière séparée pour les Agni autochtones et pour les Dyoula (Ivoiriens de savane, Soudanais, Voltaïques et Guinéens). L'enquête concerne une zone relativement limitée : la subdivision de Bongouanou (3 100 km²). Elle n'a pas

pour objectif de construire des agrégats comptables, mais de présenter des "modalités de développement qui préfigurent ... les étapes d'une évolution où se trouvent engagées la plupart des populations de la basse et moyenne Côte d'Ivoire" (42). Il s'agit bien de recherches quantitatives orientées vers un objectif qualitatif.

Un terme revient presque à chaque page du livre de BOUTILLIER : les Agni, l'Agni, le planteur agni, le pays agni. La référence essentielle est donc ethnique, et concerne les Agni Morofoué, venus par vagues successives du pays ashanti, à partir du XVIIIème siècle, à travers les régions peuplées aujourd'hui par les Sanwi, les Attié et les Abbey (43). Les données statistiques viennent se ranger dans un cadre tracé à l'avance, mais sur le contenu duquel on dispose d'informations abondantes -manifestement aussi éclairantes pour l'objet de l'enquête que les chiffres concernant le niveau de revenu ou la répartition des dépenses alimentaires. Un bon exemple : le tableau de la page 119, où plusieurs éléments de la culture agni sont rangés suivant l'influence positive ou négative qu'ils sont censés avoir sur l'évolution à venir. Ces éléments constituent ce qu'on appelle parfois des traits culturels (44), associés les uns aux autres de manière relativement stable, c'est-à-dire communs pendant une certaine période à plusieurs individus vivant dans un espace donné. Parmi ces éléments, on relève l'exogamie de lignage, la résidence patrilocale, l'héritage en ligne maternelle, une fécondité élevée, l'habitude de consentir facilement des concessions de terre aux étrangers même non-agni, l'ouverture au christianisme et aux influences occidentales, etc ...

Pouvoir énumérer ces traits culturels et savoir qu'ils sont associés revient à donner un contenu à la notion d'ethnie (45). On définit ainsi le cadre de l'extrapolation statistique, mais en même temps on ouvre la voie à un mode autonome de généralisation, moins rigoureux mais aussi fécond. On admettra par exemple, jusqu'à preuve du contraire, que chez tout Agni -toute personne se réclamant de l'ethnie agni, ou parlant la langue agni-, il est possible de retrouver en gros l'ensemble des traits culturels répertoriés ci-dessus.

On pourra même considérer, puisqu'il existe des liaisons stables entre traits culturels, que si l'on a décelé la présence d'un trait culturel donné dans une population, il est licite de postuler chez cette population l'existence d'un trait autre, non manifeste, mais habituellement (dans d'autres populations) associé au premier. Ainsi (46), A. HAUDRICOURT a relevé des coïncidences entre certains systèmes agricoles et certains types d'organisations et d'attitudes sociales. La culture de l'igname, par exemple, et en général des tubercules, implique pour l'agriculteur la nécessité de posséder une grande variété de clones afin de se prémunir contre les aléas des saisons. Les mêmes agriculteurs témoignent d'un intérêt actif pour l'étranger, la personne qu'on doit rechercher et cultiver. Cultivateur d'ignames, le Mélanésien est "imprégné du concept d'échange" et les échanges d'enfants ne sont pas rares en Océanie. Si l'on admet ce type de raisonnement, il est possible, à partir du fait que les Agni cultivent l'igname, de faire l'hypothèse qu'ils sont ouverts aux apports extérieurs et qu'ils accueillent volontiers les étrangers -ce qui est effectivement le cas.

Bien entendu, l'ethnie n'est pas le seul cadre de regroupement, ni le seul opérateur extra-statistique de généralisation, qu'il faille envisager. La catégorisation par sexes, notamment, peut se révéler très éclairante, en particulier lorsqu'elle permet de repérer des rapports de classe à l'état naissant (47). A un stade ultérieur d'évolution, les notions d'ethnie et de trait culturel perdent une grande partie de leur intérêt, alors que la différenciation en classes commence à devenir pertinente au sein d'un espace donné.

c) Comportement économique et structures sociales

La capacité des Agni à entretenir de bonnes relations avec des étrangers a une portée considérable. On peut parler, écrivait BOUTILLIER en 1960, d'une symbiose économique entre la communauté agni et la communauté immigrante (48). Cette symbiose est attestée sur le terrain par la présence, à côté du village agni, de quartiers séparés appelés dyoulakro.

Les Agni disposent, ou disposaient en 1960 (49), d'un surplus de terres cultivables qu'ils ne pouvaient défricher et mettre en valeur à eux seuls. Ils avaient donc avantage à accueillir des étrangers et à les mettre au travail, selon des formules contractuelles qui se ramènent en général à une sorte de métayage (50). Nous voici donc en présence d'un autre cadre ou opérateur de généralisation, plus structuré que le répertoire de traits culturels appelé ethnies ou que la notion d'activité agricole dominante : le système de production.

Ce système de production associe des spéculations agricoles et des groupes sociaux dans un cadre spatial complexe.

Des cultures arbustives (café, cacao) exigeant une maturation de plusieurs années sont pratiquées exclusivement pour l'exportation ; sur les mêmes parcelles que les cultures arbustives, et tant que ces dernières ne sont pas entrées en production, les Agni cultivent l'igname. De leur côté les immigrants dyoula cultivent du riz et du maïs.

Les planteurs agni, autochtones, concèdent la terre pour des durées et selon des formules variables à des immigrants ivoiriens ou étrangers venant des savanes surpeuplées du nord, les Dyoula. Les planteurs emploient également des manoeuvres sur leurs propres exploitations.

Au point de vue spatial, les activités de production et de consommation s'inscrivent à la fois dans une aire de marché mondial (exportations de café et de cacao, importations diverses et notamment d'alcools), et dans un espace restreint d'auto-consommation.

Dans la description et l'analyse de ce système de production, l'enquête statistique identifie certaines liaisons-clés, par exemple celle qui assure la reproduction de l'ensemble par ré-injection partielle des revenus dans le système sous forme de salaires versés aux manoeuvres (29 % des dépenses totales) (51). La quantification trouve son sens dans la mise en évidence de mécanismes qui, fonctionnant sur un ensemble d'espaces en relation, paraissent bien constituer une structure (52). On se trouve donc très au-delà de la simple définition, voire du remplissage par addition de traits culturels, d'un cadre ou d'un espace homogène où l'extrapolation statistique pourrait trouver libre cours.

Bien que réalisé 20 ans après celui de BOUTILLIER, le travail d'ANCEY complète heureusement, par une analyse effectuée sur le cas voltaïque, l'image qui a été donnée du pays agni. En exploitant de façon très novatrice une enquête budgétaire classique, ANCEY cherche à montrer comment la société mossi se reproduit dans le temps. La diachronie revêt ici une telle importance que je crois préférable de reporter à la troisième partie de cet article les observations que l'on peut faire sur ce point. Qu'il suffise pour l'instant de remarquer que si l'auteur généralise ses résultats à la société mossi, à la monnaie mossi, voire à "tout Mossi qui n'a pas encore enterré son aîné" (53), -alors pourtant qu'il doute de la valeur statistique de son enquête (54)-, c'est bien parce qu'il utilise un opérateur implicite autorisant l'étalement ou la dilatation de ses résultats à l'échelle d'un groupe et d'un espace étendus. Cet opérateur, c'est le facteur ethnique : ce qui est démontré pour 203 exploitations regroupant 1 850 Mossi ne peut pas être faux à l'échelle de la société mossi toute entière. La recherche dévoile des mécanismes qui, s'ils fonctionnent comme on le montre, le font à l'exclusion d'autres mécanismes latents ou potentiels ou imaginables (55), et accèdent à la généralité par une sorte de nécessité intrinsèque.

Chez les Mossi, nous dit ANCEY, une importante quantité d'argent provient d'activités productrices (migration) ou commerciales dont les détenteurs de l'autorité familiale se désintéressent. Le pouvoir monétaire est exercé par des dépendants ou des cadets qui ne peuvent en faire un usage socialement important, tel que l'acquisition de terres ou le paiement de dots. Trois éléments jouent ici un rôle décisif :

- les statuts sociaux définis par la structure de parenté mossi, et l'importance des manipulations monétaires effectuées par les gens d'un statut donné ;
- les points de vue des aînés et des cadets sur les emplois de l'argent socialement admissibles ;
- la situation de la Haute Volta par rapport aux pays côtiers et, à travers ces pays côtiers, par rapport au marché mondial.

Arc-boutés les uns contre les autres, ces éléments forment eux aussi une structure dont la permanence sera discutée plus loin, et qui s'appuie sur une base spatiale complexe : le pays mossi stricto sensu, zone de départ des migrations ; les pays samo et bobo, zones d'accueil en Haute Volta ; la Côte d'Ivoire et le Ghana, zones d'accueil en Afrique de l'Ouest ; et l'aire de marché où se déploient les circuits d'exportation du café et du cacao.

En perdant quelque peu de vue les objectifs comptables assignés aux enquêtes de niveau de vie pendant les années 60, les chercheurs, paradoxalement, respectent à nouveau l'esprit des premières instructions dressées en la matière par le Conseil Supérieur des Recherches Sociologiques Outre-Mer : "Les recherches porteront sur les budgets de famille et les niveaux de vie, la circulation des produits et de la monnaie, l'épargne, ces données économiques étant situées dans le contexte humain dont les enquêteurs s'efforceront de connaître les structures et les comportements" (56). Les résultats obtenus présentent notamment l'intérêt de raccorder les faits micro-économiques et micro-sociologiques aux déterminations internationales. Le no bridge se trouve dépassé. Il reste à montrer comment l'information recueillie acquiert valeur durable, ce qui est rigoureusement indispensable pour qu'elle ait une quelconque utilité pratique.

III. - LA GENERALISATION DANS LE TEMPS

On examine ici le problème de savoir comment, à partir d'enquêtes ayant duré environ une année, on peut se sentir autorisé à reconstituer des évolutions passées, ou à imaginer -ne serait-ce que sur le mode interrogatif- des évolutions à venir.

Il faut soigneusement distinguer cette question des deux suivantes :

- la question du sondage dans le temps. Les rapports donnent en général tous les détails souhaitables sur le sondage effectué dans l'espace, mais sont souvent plus discrets sur la façon dont un résultat valable pour l'année (un budget annuel) est établi à partir de relevés effectués pendant quelques semaines tout au plus (57) ;

- la question des prévisions et projections. Lorsque des agrégats élaborés à partir des résultats d'une enquête ont été inclus dans une Comptabilité Nationale, il est possible de se livrer à l'exercice qui consiste à prévoir ou à projeter (58). Cela revient à voir comment varient ensemble des grandeurs qui sont réunies par des relations comptables, lorsqu'on fait varier l'une d'elles en fonction d'une ou de plusieurs hypothèses : accroissement de la population, du revenu par tête, des exportations ou des importations, etc ... Que la variation en question soit datée à l'intérieur d'un cheminement fictif ne change rien au fait qu'il s'agit seulement d'étudier les déformations imaginaires d'un ensemble dont un élément se modifie.

Toute autre est l'opération par laquelle on diagnostique une évolution historique, dépassant dans le passé comme dans l'avenir la période annuelle pendant laquelle on a cru déceler des tendances inhérentes aux faits constatés, ou aux rapports entre ces faits.

Les enquêtes examinées ici ne permettent pas de faire complètement la lumière sur cette opération, car les chercheurs la pratiquent de manière au moins aussi implicite que la généralisation dans l'espace. Toutefois, il semble bien qu'on puisse distinguer au moins deux façons de procéder. La première consiste à s'enfermer le plus strictement possible dans l'analyse des informations recueillies pendant l'enquête et à passer furtivement de comparaisons ou croisements synchroniques à des hypothèses diachroniques. La seconde consiste à utiliser les résultats de l'enquête pour préciser, illustrer, compléter une construction théorique élaborée soit grâce à un contact vécu avec les populations étudiées, soit par une étude attentive de la littérature, soit tout simplement par un effort d'imagination créatrice.

a) L'analyse des résultats d'enquête proprement dits

Cette analyse pourrait être qualifiée de pragmatique (59) puisqu'elle prétend extraire des seuls faits observés un certain nombre de proportions et de rapports significatifs. Le principe est de rapprocher (croiser) des résultats entre lesquels on imagine une liaison. On se demande par exemple si la structure des dépenses se modifie lorsque le revenu par tête s'élève, ou lorsque la taille du ménage s'accroît. La plupart de ces croisements sont de simple routine : structure de la dépense et tranche de revenu monétaire du ménage, dépenses annuelles par ménage (ou par personne) et tranche de revenu du ménage, revenu monétaire et activité professionnelle du chef de ménage ... etc ...

Le souci de garder une attitude scientifique amène un auteur comme WINTER à s'interroger sur la validité d'une analyse de la demande fondée essentiellement sur les caractéristiques ou sur la taille du revenu (60). La zone qu'il étudie est en effet si peu monétarisée qu'elle se situe pour ainsi dire en-deçà, ou en tout cas au début, du processus d'évolution. D'où cette remarque : "Du point de vue alimentaire, la population de l'Adamaoua ne se différencie pas en fonction de critères économiques" (61). Par ailleurs, les limites du ménage sont si floues, en raison des échanges de plats notamment, qu'elles rendent peu pertinents, comme on l'a déjà vu, les analyses fondées sur des critères de ménages. Seront donc privilégiés les croisements qui se réfèrent à des critères de village : ethnie, activité rurale dominante, proximité des voies de communication.

Ce faisant, on s'écarte inévitablement du schéma pragmatique de départ, qui consistait à rapprocher les résultats de l'enquête, et eux seulement. On en vient à croiser d'une part des résultats d'enquête et d'autre part des faits constatés empiriquement, qui masquent une chaîne de déductions implicites. Le fait que certains ménages achètent plus de la moitié de leurs aliments est un résultat d'enquête ; mais le fait que ces ménages habitent des villages situés au bord d'une route principale est une constatation empirique dont l'immédiateté n'est qu'apparente. Il y a donc hétérogénéité dans les faits qu'on met en relation, et c'est sur ce terrain déjà moins sûr que l'on édifie un énoncé tel que "La part du circuit non monétaire augmente au fur et à mesure que l'accès au village est plus difficile" (62). Un tel énoncé ne fait pas intervenir le temps, il se fonde simplement sur des comparaisons dans l'espace. Procédé légitime, à condition qu'on se rende bien compte que la sécurité statistique joue seulement pour une composante du raisonnement.

Cet énoncé statistique, il est très tentant de le transformer en présomption de séquence chronologique, mais ce glissement est considéré -à juste titre- comme tendancieux par WINTER lorsqu'il trouve son point de départ dans un croisement de la dépense avec les tranches de revenu (63) : "Les élasticités ont été calculées davantage pour représenter les variations de la structure des dépenses que pour opérer des projections basées sur des hypothèses d'accroissement des revenus". Autrement dit : "We must take time seriously" (64).

De tout ce qui précède, il résulte qu'il est difficile de s'en tenir à la position purement pragmatique.

D'une part en effet, cette incarcération scrupuleuse dans les résultats d'enquête aboutit à rétrécir exagérément le champ de la recherche. Très vite, il apparaît indispensable de relier ces résultats à d'autres faits, perçus de manière empirique, et dont le contenu peut être fort imprécis : ethnie, activité rurale dominante, ouverture au monde extérieur. D'autre part, sur la base de comparaisons entre situations simultanées, constatées à un moment donné en différents points de l'espace, on est conduit au moins dans certains cas à imaginer des processus

conduisant dans le temps d'une situation à une autre. On est également amené à attirer l'attention sur les conséquences que des faits, constatés par l'enquête, ne manqueront pas d'avoir dans l'avenir, compte tenu de ce qu'on sait par ailleurs. Il ne s'agit plus ici d'extrapolation ou de généralisation dans le temps, mais simplement d'une question posée, voire d'une invite à prendre certaines mesures. Ainsi l'enquête alimentaire dans l'Adamaoua (65) avait montré que la consommation locale de viande portait sur 29 000 têtes de bétail par an ; ajouté au chiffre des exportations annuelles, de bétail vers le sud (70 000 têtes), ce résultat permettait d'estimer le taux d'exploitation annuel du troupeau à 11 %. A l'évidence, un accroissement du troupeau et une intensification des activités d'élevage devenaient urgents surtout si l'on voulait encore accroître les exportations. On touche ici à l'articulation des enquêtes sur le niveau de vie avec la planification : la dimension temporelle des résultats n'éclaire pas seulement des évolutions prévisibles, mais des choix à faire.

Il demeure que les investigations sur les budgets et la consommation n'acquièrent pas leur pleine signification (66) si l'on ne peut procéder à une "analyse dynamique des structures sociales et psychologiques qui conditionnent en fait tout le processus d'évolution des populations". Les implications méthodologiques de cette position paraissent claires : analysés en eux-mêmes, les résultats d'une enquête sur le niveau de vie ne présentent qu'un intérêt limité. Par contre, ils affermissent et soutiennent utilement un schéma d'évolution établi par d'autres méthodes, et dans lequel ils viennent en quelque sorte trouver leur place.

b) Schémas d'évolution

Il eût été probablement prématuré, en 1964 et dans l'Adamaoua, de vouloir lire dans les faits ne serait-ce que les prémices d'une évolution encore à venir (67). Ailleurs, cependant, il a été possible de présumer un mouvement qui trouvait sa confirmation dans les résultats d'enquête, et qui conférait à ces derniers une signification, sinon une dimension, temporelles.

A cet égard, l'enquête de BINET, et la préface du Gouverneur DESCHAMPS qui la précède, sont extrêmement révélateurs des vues entretenues pendant les années 50. L'évolution est envisagée ici surtout en termes d'assimilation d'apports extérieurs, soit culturels (influence de l'école ou des missions), soit économiques (introduction du cacao). L'épargne, estimée à 10 % des revenus (68), est considérée comme un facteur-clé de l'amélioration du niveau de vie. Trois étapes dans le processus : au début, le "gain monétaire" apparaît comme un superflu aléatoire, "dépensé immédiatement et futilement" comme un gain de jeu. Puis la régularité et la relative importance des revenus cacaoyers engendrent des comportements d'épargne, pour la dot et surtout pour l'habitat. La troisième phase, celle de l'épargne investie dans la production, est simplement prévue, mais on ne doute pas qu'elle ne se manifeste bientôt.

Au plan des systèmes de production, cette adaptation progressive à l'économie monétaire s'opère dans un heureux équilibre. Le cacao ne supprime pas les cultures vivrières, il s'y ajoute. Pas d'opposition entre riches et pauvres, pas de salariat agricole, pas de conflits entre classes ou générations.

Il est intéressant de rapprocher ces conclusions optimistes des vues beaucoup plus nuancées contenues dans les travaux de BINET et de PAUVERT :

- le groupe tribal traditionnel se trouve placé de plus en plus dans une situation de dépendance vis-à-vis de l'économie monétaire et de l'emprise administrative. Ces agressions créent un climat d'aliénation, en raison notamment de l'incertitude des cours du cacao (69) ;
- le processus de dissociation de la famille étendue est en cours (70). Toutefois, la solidarité reste agissante au sein du ndabot (prêts, entr'aide), atténuant dans une certaine mesure les tensions dues au fait que les hommes riches -ou en train de le devenir grâce au cacao- commencent à accaparer les femmes. A noter l'importance des cadeaux, dont BINET souligne qu'ils n'ont pas d'importance financière (71) ;

- si les hommes disposent d'argent grâce au cacao, les femmes, qui assurent la subsistance par leurs cultures vivrières, se trouvent quasi démunies de ressources monétaires (72). Cette observation annonce celles que fera WEBER, vingt ans plus tard, sur l'exploitation des femmes en région cacaoyère ;
- contrairement à ce qui se passe ailleurs, les fonctionnaires n'ont pas un statut privilégié. Disposant d'un revenu souvent inférieur à celui des planteurs, étrangers à la région, ils sont tenus à l'écart et adoptent "un comportement de caste" (73) ;
- l'adaptation progressive à l'économie monétaire n'exclut pas que certaines recettes demeurent affectées à des emplois obligatoires : "La dot n'est pas une recette comme les autres, elle ne se dépense pas ... Reçue au départ d'une fille de la famille, la dot doit permettre de ramener une autre femme ... Les idées d'échange des femmes et de monnaie dotale spéciale ne sont peut être pas entièrement oubliées" (74). Autrement dit, la monnaie n'acquiert pas automatiquement et immédiatement pouvoir libérateur universel. L'idée sera reprise plus tard par ANCEY dans un contexte différent.

On le voit, le schéma d'évolution dans lequel viennent trouver place les résultats d'enquête se compose d'une part de vues théoriques sommaires, et d'autre part de connaissances détaillées acquises grâce à un contact prolongé avec le terrain. Le progrès consistera à remanier ou à remplacer les schémas théoriques, et à en faire un cadre plus propre à s'enrichir des résultats qualitatifs et quantitatifs d'enquête.

Nous avons déjà examiné comment les résultats de l'enquête effectuée à Bongouanou avaient acquis une signification à l'échelle de l'espace où prévaut l'économie de plantation, et même à l'échelle de l'ensemble ouest-africain. Bien qu'il soit artificiel de séparer extension dans l'espace et extension dans le temps, il nous reste à montrer comment, du fait de leur inclusion dans un schéma d'évolution à long terme, ces mêmes résultats se trouvent révéler beaucoup plus qu'une situation appréciée à un moment donné.

Accèdent-ils pour autant au plan de l'interprétation dynamique ? Certains en doutent, et voient aujourd'hui dans l'ouvrage de BOUTILLIER, ainsi d'ailleurs que dans plusieurs autres travaux consacrés à l'économie de plantation villageoise en Côte d'Ivoire, plutôt une "morphologie" qu'une véritable analyse des processus sociaux (75). Pour ces auteurs, la dynamique des rapports sociaux dans les formations périphériques se manifeste par un "révélateur privilégié", le salariat agricole et son corollaire, l'extorsion d'un sur-travail.

L'enquête de 1955-1956 souligne bien, pourtant, que c'est l'emploi de manoeuvres agricoles qui différencie le pays agni des régions à vocation cacaoyère du Sud-Cameroun (pays ewondo et eton) (76). C'est cette caractéristique essentielle qui fait écrire aux rédacteurs du rapport de 1958 qu'on "assiste à la naissance d'une classe de propriétaires exploitants", et plus loin, que "les planteurs agni sont à un stade nettement plus avancé du développement économique" (que les planteurs du Sud-Cameroun) (77).

Si cette différenciation naissante entre classes est bien perçue, à l'époque de l'enquête de Bongouanou, comme un élément important du système de production agni, si l'attention est attirée sur les problèmes que cette différenciation risque d'entraîner à l'avenir (78) il ne semble pas qu'il lui soit accordé de rôle central dans le processus en cours. La complexité du processus en cours n'en est que plus fidèlement reflétée.

La culture du cacao a commencé dans cette région vers 1925,* celle du café vers 1930. L'abondance de terres a incité à créer de nouvelles plantations, selon un schéma extensif dont l'irréfutable logique économique est aujourd'hui bien perçue. Cette extension des cultures a entraîné une forte demande de main-d'oeuvre. Des étrangers sont donc venus travailler sur les plantations agni, mais aussi s'installer comme cultivateurs indépendants ou comme commerçants et artisans -métiers peu prisés par les Agni et rendus pourtant nécessaires par l'expansion économique. Les conséquences sont faciles à prévoir : attitudes hostiles entre groupes différents, querelles politiques, revendications économiques des groupes à faible pouvoir contractuel, raréfaction rapide des terres à cacao, nécessité d'une intensification des modes cultureux (79).

* Selon J.M. GASTELLU, le cacao est signalé dès 1913 dans le Moronou, dès 1911 dans le Ndénié (communication personnelle).

La diffusion des cultures marchandes n'est pas interprétée uniquement en termes de dépendance à l'égard de l'extérieur, mais également comme alimentant ou renforçant les courants commerciaux qui, depuis l'époque précoloniale, intègrent savane et forêt africaines. Ainsi, les budgets recueillis montrent qu'à l'époque de l'enquête, 21,5 % des dépenses totales allaient à l'achat de protéines animales dont la plus grande partie provenait des territoires du Nord, Soudan et Haute Volta.

Enfin les difficultés tenant aux caractéristiques culturelles de la société agni ne sont pas minorées : la transmission des successions en ligne maternelle oblige les pères à tourner la règle en accordant, de leur vivant, des "aides" à ceux de leur fils qui travaillent sur une plantation dont ils n'hériteront pas (80). Verra-t-on, écrivait BOUTILLIER en 1960, le système successoral agni basculer au profit d'un système consacrant l'héritage du père par le fils, ce qui apporterait un exemple convaincant aux auteurs défendant l'incompatibilité entre un système d'héritage matrilinéaire et une structure économique de type moderne ... ? (81).

Si morphologie il y a, on conviendra d'abord que cette étude très documentée des changements en cours dans la société et le système de production agni constituait une étape indispensable de la recherche. On reconnaîtra aussi que, par les proportions qu'elle attribue aux différentes composantes du changement, et par les interactions qu'elle repère, elle dépasse de beaucoup le stade de la description ou de la typologie. Les travaux d'ANCEY, utilisant eux aussi les résultats d'une enquête de budgets familiaux, présenteront vingt ans plus tard l'envers du mouvement que l'enquête de Bongouanou avait caractérisé en Côte d'Ivoire.

On a vu plus haut que la Haute Volta -et plus particulièrement le pays mossi- constituent avec la Côte d'Ivoire un ensemble spatial auquel il est indispensable de se référer si l'on veut donner toute leur signification aux enquêtes que nous avons examinées. Du point de vue temporel, le mouvement ivoirien a pour contre-partie en Haute Volta un dysfonctionnement qui, écrit ANCEY, "a pour effet de bloquer le développement interne en limitant au strict minimum l'investissement agricole et perpétue l'asymétrie sociale à l'intérieur et l'asymétrie économique

vis-à-vis de l'extérieur" (82). Asymétrie sociale entre personnes de statut différent : chefs d'exploitation, cadets restés sous tutelle ; asymétrie économique entre la Haute Volta qui exporte des travailleurs et la Côte d'Ivoire qui élargit par accumulation son appareil de production. Les cadets, poursuit ANCEY, sont maintenus dans un rôle secondaire, marginal ; la monnaie dont ils disposent se dissipe en usages vains ; sa détention n'ouvre pas la voie à la possession patrimoniale.

Blocage, perpétuation, maintien : les termes employés soulignent bien que l'interprétation diachronique peut fort bien révéler l'absence de mouvement, la répétition, la stagnation. Au plan des méthodes, la démarche est cependant la même : l'enquête dévoile, à un moment donné, une certaine configuration des flux monétaires. Cette coupe instantanée pratiquée sur l'axe du temps expose une structure stable parce que soumise à des pressions qui l'empêchent de se déformer. Constatation tout aussi importante que celle d'une évolution, surtout si l'on a des raisons de soupçonner que cette structure paralysée recèle des facteurs d'explosion.

*
* *
*

Deux types de conclusions se dégagent des considérations qui précèdent. Les premières concernent la catégorie très particulière d'enquêtes que l'on a examinées ; les autres sont relatives à l'applicabilité de la grille de lecture que l'on se proposait d'expérimenter.

Dans ce travail préliminaire, on n'avait pas pour objectif de proposer d'emblée des moyens pratiques d'améliorer les enquêtes sur les budgets de famille et la consommation. Les travaux étudiés semblent néanmoins montrer qu'en la matière, la recherche préalable d'unités pertinentes n'est peut être pas toujours indispensable. Réserve faite des enquêtes de consommation, où il est techniquement nécessaire de définir des groupes de commensalité, on peut admettre que le repérage des solidarités ou des autonomies budgétaires est objet d'enquête, et découlera d'un examen attentif des comportements individuels. La vraie question est plutôt de savoir si l'on étudie les manipulations monétaires en tant que telles, ou en tant que symptômes des rapports de production, de consommation et d'accumulation (83). Dans le second cas, le réseau de relations décrit et analysé par l'enquête révélera nécessairement des regroupements stables ou transitoires, dont les fonctions diffèrent, et dont les contours ne coïncident pas. Il convient simplement de bâtir un questionnaire qui permette d'atteindre cet objectif, et de ne pas entretenir d'idées préconçues sur le résultat final.

En matière de généralisation, on aura toujours avantage à définir et à caractériser les homogénéités de tous ordres -ethniques, agricole, etc ...- qui forment le soubassement quelquefois subreptice de l'extrapolation statistique. L'idéal serait d'atteindre en ce domaine à une rigueur aussi scrupuleuse qu'en matière d'estimation de la variance. Il semble enfin extrêmement souhaitable de s'expliquer en détail sur la construction des séquences dans lesquelles on insère les résultats d'enquête.

Cette dernière remarque conduit à s'interroger sur la valeur de la grille de lecture qu'on désirait éprouver. Bien que cette grille ne paraisse pas devoir être remise en cause, il faut reconnaître qu'à l'expérience, la première question, celle des unités pertinentes, apparaît quelque peu accessoire. Tout ce qui touche à la dimension spatiale des phénomènes ne semble pas non plus d'une importance décisive. Au fond, une seule question se pose : savoir comment et pourquoi les sociétés paysannes d'Afrique se transforment. Or, on s'aperçoit que les procédés utilisés par les chercheurs pour éclairer cette question, les faits qu'ils choisissent d'observer, les généralisations qu'ils se croient en mesure de tenter, tout cela repose sur des hypothèses relatives aux composantes, aux moteurs et aux mécanismes de la transformation. Ce sont ces visées unitaires qui désignent et dessinent les phénomènes à observer, qui en annoncent le contenu, qui en disent d'avance la place et la signification dans un processus valable pour un espace et une période. A leur tour, les hypothèses se trouvent corroborées -provisoirement- par les faits lorsque ceux-ci s'accordent avec elles, mais aussi modifiées ou rejetées si les faits répugnent à s'ajuster aux catégories et aux relations prévues, ou plus simplement si les techniques d'observation s'améliorent. Tout vient donc de l'hypothèse, et tout y ramène. Dans un travail qui concerne les méthodes, c'est bien sur cet élément essentiel de la recherche qu'il faut faire la lumière.

*

* *

NOTES

- 1 - SURGERS et WINTER - 1978 - pp. 73 et 74.
- 2 - Cette idée est suggérée par P. THENEVIN dans la note AMIRA n° 18 : L'investigation en milieu rural et la pratique du développement - Cadre d'intégration et approche systémique - pp. 26, 28 et 30.
- 3 - C'est le sens retenu par la Logique de Port-Royal (A. ARNOULD et P. NICOLE, La Logique ou l'Art de Penser, Paris, Flammarion - 1970 - p. 59). En grec, methodeuō signifie suivre, poursuivre, éventuellement par ruse ou en prenant des voies détournées.
- 4 - C. WRIGHT MILLS - 1975 - pp. 134-135 : "Method has to do, first of all, with how to ask questions some assurance that the answers are more or less durable".
- 5 - WINTER - 1970 - p. 16.
- 6 - WINTER - 1970 - p. 12, note 1.
- 7 - INSEE - 1961 - pp. 11 et 16.
- 8 - MASSEYEFF et al. - 1958 - p. 9.
- 9 - Enquête Bongouanou - 1958 - p. 10.
- 10 - Enquête Bongouanou - 1958 - p. 13.
- 11 - Enquête Bongouanou - 1958 - p. 69.
- 12 - WINTER - 1966 - p. 93.
- 13 - Enquête Bongouanou - 1958 - p. 13.
- 14 - Mais 25 % des rectangles ont plus de 30 habitants.
- 15 - WINTER - 1966 - p. 75.

- 16 - Ce n'est bien entendu pas forcément le cas. Dans l'enquête Adamaoua, le croisement entre le taux de couverture des besoins et le nombre de résidents (membres des groupes budgétaires des femmes dont la cuisine était suivie par l'enquêteur) reste significatif : le taux de couverture des besoins diminue quand la taille du groupe alimentaire augmente.
WINTER - 1966 - p. 93.
- 17 - ANCEY - 1977 - p. 6.
- 18 - ANCEY - 1975 - (Note AMIRA n° 3).
- 19 - Partout où des cultures dites de rente viennent se superposer au système de production préexistant. Ce point est clairement exposé dans un travail récent sur l'agriculture senoufo de Côte d'Ivoire : "L'introduction des cultures de rapport ... favorise, par l'extension des lopins individuels de coton et de riz inondé, l'émergence d'une autonomie au niveau de la production. Désirant contrôler lui-même un produit monétaire, un individu met en culture une parcelle de coton ou de riz inondé, tout en dépendant du champ collectif pour son alimentation. La monétarisation de l'économie villageoise s'accompagne donc d'une individualisation de l'effort" - LE ROY - 1979 - p. 53.
- 20 - BINET - 1956 - p. 15.
- 21 - Le ndabot se matérialise sous forme d'unités résidentielles (hameau) regroupant les descendants vivants d'un ancêtre récent, leurs conjoints et leurs enfants.
- 22 - BINET - 1956 - p. 23.
- 23 - BINET - 1956 - p. 15.
- 24 - BINET - 1956 - p. 16.
- 25 - BINET - 1956 - p. 94.
- 26 - "A l'intérieur du ndabot et du hameau, la cellule familiale la plus réduite est constituée par l'ensemble des individus vivant autour du même feu ; c'est-à-dire généralement un homme, sa ou ses femmes, leurs enfants non mariés, des frères ou soeurs non mariés, souvent la veuve du père" PAUVERT et LANCREY-JAVAL - 1957 - p. 21.

- 27 - "L'unité familiale au sein de laquelle on peut étudier les formes et le rôle économique (de la production de cacao) est étendue, car le revenu de la vente du cacao constitue l'ensemble des ressources monétaires dont, souvent, dispose un groupe important." PAUVERT et LANCREY-JAVAL - 1957 - p. 24.
- 28 - Cette impasse est d'ailleurs bien perçue par l'auteur, grâce à une connaissance du milieu qui déborde de beaucoup les matériaux recueillis pendant l'enquête : "Les usages expliquent que les recettes ne soient pas en relation directe avec le nombre de femmes. En effet, c'est le cacao qui fournit les ressources monétaires, et en général les femmes ne participent guère à cette culture". BINET - 1956 - p. 44.
Cette remarque fournit une bonne occasion de souligner que dans les travaux de cette époque, pourtant handicapés par des vues théoriques encore assez pauvres, on trouve souvent des aperçus qui annoncent les acquis ultérieurs. Il est frappant, par exemple, de voir que LANCREY-JAVAL, conclut son rapport en regrettant de ne pas avoir orienté l'étude vers "le circuit monétaire à l'intérieur du ménage" (PAUVERT et LANCREY-JAVAL - 1957 - p. 52), préfigurant ainsi les travaux d'ANCEY qui datent de 1974.
- 29 - Enquête Bongouanou - 1958 - p. 121 : "L'unité de tirage étant le rectangle, les recettes et les dépenses faites par les habitants ont été observées pendant sept jours consécutifs ... etc ...". WINTER - 1970 - p. 35 : "Ces unités (le groupe alimentaire et le groupe budgétaire) doivent pouvoir être repérées géographiquement ; elles le seront par le logement de leur chef".
- 30 - BOUTILLIER - 1960 - p. 52 : "A l'intérieur du ménage (unité d'exploitation et unité budgétaire), les processus de production reposent sur une division du travail qu'on peut peut-être rapprocher d'une certaine séparation de biens et de budgets entre le mari et sa (ses) femme (s)".
WINTER - 1966 - p. 160 : "Le groupe budgétaire est l'ensemble des personnes dépendant pour les dépenses les plus importantes ... d'un même centre de décision et se trouvant présentes dans le E.B. pendant plus de la moitié du temps de l'enquête".
- 31 - WINTER - 1966 - p. 117.
- 32 - BOUTILLIER - 1960 - pp. 32 et 69. En sens inverse, certains chefs de ménage n'ont pas d'exploitation indépendante, et travaillent comme aides familiaux (Enquête Bongouanou - 1958 - p. 26).
- 33 - Enquête Bongouanou - 1958 - p. 122 : "Les difficultés concernant l'enquête budgets sont apparues au dépouillement, quand il s'est agi de regrouper en unités économiques cohérentes les dépenses et les recettes des différentes personnes habitant le rectangle ... etc".

- 33 - (suite)
WINTER - 1970 - p. 64 : "Le bilan des activités monétaires de chaque individu, outre son grand intérêt pour l'étude des comportements et des motivations, permettrait de préciser a posteriori l'unité budgétaire en mettant en évidence les pôles de décision etc ...".
- 34 - "Aucune limite d'âge n'était prescrite pour décider de l'interrogation des enfants. Tous, dès lors qu'ils étaient en mesure de s'exprimer, ou de réaliser des emplettes pour leur propre compte ou pour celui d'autrui, devenaient sujets à notre interrogatoire"
ANCEY - 1974 - p. 98.
- 35 - ANCEY - 1974 - p. 19.
- 36 - "La constatation immédiate, fondamentale, est que les chefs d'exploitation contrôlent moins de la moitié de la masse monétaire. On voit la gravité du biais qui se serait introduit dans une étude des budgets familiaux en pays MOSSI si nous nous étions limité à l'interrogation des seuls chefs d'exploitation et a fortiori des seuls chefs de Zaka".
ANCEY - 1974 - p. 21.
- 37 - WINTER - 1970 - p. 43.
- 38 - ANCEY - 1974 - p. 12.
- 39 - WINTER - 1966 - p. 29.
- 40 - WINTER - 1966 - pp. 11 - 14.
- 41 - WINTER - 1966 - p. 41.
- 42 - BOUTILLIER - 1960 - p. 12.
- 43 - BOUTILLIER - 1960 - p. 33.
- 44 - Les deux expressions sont considérées comme synonymes dans le Dictionnaire d'Ethnologie de M. PANOFF et M. FERRIN, Paris, Petite Bibliothèque Payot - 1973.

- 45 - Ethnie : groupement d'individus appartenant à la même culture (même langue, mêmes coutumes, etc ...) et se reconnaissant comme tels. M. PANOFF et M. FERRIN, 1973 - p. 96.
- 46 - R. CRESSWELL et al. - 1975 - vol. 2 - pp. 170-171.
- 47 - WEBER - 1977 - p. 81 (à propos du Sud-Cameroun) : "Si l'on admet l'analyse de l'exploitation et des rapports de classe proposée précédemment, c'est avant tout ... entre hommes et femmes qu'ils sont présents".
- 48 - BOUTILLIER - 1960 - p. 149.
- 49 - Sur le manque croissant de terres dans cette partie de la Côte d'Ivoire, voir GASTELLU - 1978 (b) - et AFFOU - 1979.
- 50 - BOUTILLIER - 1960 - p. 71.
- 51 - BOUTILLIER - 1960 - p. 96.
- 52 - On retrouve sans peine, en tout cas, dans ce système de transformations, les trois notions essentielles indiquées par PIAGET :
- totalité rassemblant plusieurs éléments selon des lois de composition qui confèrent au tout des propriétés d'ensemble distinctes de celles des éléments ;
 - transformation des éléments et des rapports entre éléments, donc de la structure entière ;
 - auto-réglage assurant la reproduction de la structure.
- J. PIAGET - 1968 - pp. 6 - sq.
- 53 - ANCEY - 1977 - p. 7.
- 54 - ANCEY considère que les moyennes fournies par son enquête n'ont pas de signification statistique en raison du choix de strates non aléatoire (ANCEY - 1974 - p. 119).
- 55 - Ceux par exemple qui seraient fondés sur l'emploi d'une monnaie ayant un pouvoir libérateur universel et indifférencié.

- 56 - Instructions du Conseil Supérieur des Recherches Sociologiques Outre-Mer, relatives aux enquêtes sur les niveaux de vie au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Ces instructions sont rappelées dans la préface du Gouverneur DESCHAMPS à l'ouvrage de BINET - 1956.
- 57 - Dans les travaux de WINTER (1966 - p. 42 et 1970 - p. 25), sondage dans l'espace et sondage dans le temps sont clairement mis en parallèle. Voir également sur ce point WINTER - 1978 - p. 5 (note AMIRA n° 21).
- 58 - WINTER - 1970 - p. 123 : les prévisions sont des extrapolations passives de l'avenir à partir du passé ; les projections sont des extrapolations actives de l'avenir à partir du passé, compte-tenu d'une intervention supposée efficace sur les conditions du phénomène.
- 59 - Au sens de Littré : qui tire des faits étudiés en eux-mêmes leur espoir et leur liaison nécessaire.
- 60 - WINTER - 1970 - p. 142.
- 61 - WINTER - 1966 - p. 95.
- 62 - WINTER - 1966 - p. 113. Voir aussi p. 160 : "Les caractéristiques des budgets des ménages habitant le long d'une route principale se situent ... entre celles des ménages citadins et celles des autres ménages : le revenu moyen par ménage double en passant de chaque catégorie à la suivante plus ouverte au monde extérieur, les dépenses d'alimentation sont presque multipliées par 3, etc ...".
- 63 - WINTER - 1966 - p. 149.
- 64 - Joan ROBINSON, 1961 - p. V : "We must take time seriously. To make a comparison between two situations, each with its own future and its own past, is not the same thing as to trace a movement from one to the other".
- 65 - WINTER - 1966 - p. 37.
- 66 - WINTER - 1966 - p. 10.

- 67 - WINTER - 1966 - p. 14.
- 68 - C'est un des points faibles de l'enquête. Vers la même époque, l'enquête de Bongouanou fait preuve d'une prudence justifiée sur ce point : "L'épargne étant calculée par différence entre les recettes et les dépenses, ... dans une enquête par sondage sur un échantillon des ménages, recettes et dépenses peuvent être calculées avec une précision suffisante sans que l'épargne le soit. Recettes et dépenses sont en effet estimées de façon indépendante et la précision dépend de la valeur du coefficient de corrélation entre ces deux variables. C'est ainsi que même pour une corrélation assez étroite, la marge d'erreur peut aisément atteindre 80 à 100 %".
Enquête Bongouanou 1958 - p. 131.
- 69 - PAUVERT et LANCREY-JAVAL - 1957 - p. 32.
- 70 - BINET - 1956 - p. 36 - note I.
- 71 - BINET - 1956 - p. 80. On lit à cet endroit une citation de DUGAST concernant les Banen, où se trouve en germe l'un des thèmes favoris de l'anthropologie économique des années 60 : "Journellement les produits sont appelés à quitter les greniers, ils passent de case en case et font partie de la vie interne profonde de la tribu. Ils sont une force dynamique insensible à celui qui ne fait que passer, force qui unit les individus et les générations de façon indissoluble".
- 72 - BINET - 1956 - p. 60.
- 73 - PAUVERT et LANCREY-JAVAL - 1957 - p. 33.
- 74 - BINET - 1956 - p. 84.
- 75 - CHAUVEAU et RICHARD - 1979 - p. 485.
- 76 - Enquête Bongouanou 1958 - p. 47.
- 77 - Enquête Bongouanou 1958 - p. 47.

- 78 - BOUTILLIER - 1960 - p. 196 : "Il existe une contradiction latente entre le rôle essentiel tenu par la communauté immigrée dans la vie économique et le caractère quasi-clandestin de son installation dans la subdivision (de Bongouanou)".
- 79 - Compte-tenu d'hypothèses très plausibles, le taux d'occupation du sol dans la subdivision (superficie cultivée/superficie totale) devait passer de 25 % en 1956 à 50 % en 1966.
BOUTILLIER - 1960 - p. 78.
- 80 - Dans un système matrilineaire, comme le système agni, on trouve en ligne descendante par rapport à un individu A les fils et filles des soeurs de A, les enfants des filles des soeurs de A. Ce sont ces personnes qui sont appelées à hériter. Les fils de A et leurs enfants ne font pas partie du lignage de A.
BOUTILLIER - 1960 - p. 31.
- 81 - BOUTILLIER - 1960 - p. 206.
- 82 - ANCEY - 1977 - p. 13.
- 83 - GASTELLU - 1978 (a) - Note AMIRA n° 26.

*

* *

BIBLIOGRAPHIE

- Anonyme - 1958 - Enquête Nutrition-Niveau de Vie (subdivision de Bongouanou 1955-1956)
Conseil Supérieur des Recherches Sociologiques Outre-Mer, Service de la Statistique et de la Mécanographie, Organisme de Recherches sur l'Alimentation et la Nutrition en Afrique, Territoire de la Côte d'Ivoire
193 p. multigr.
- Anonyme - 1961 - Manuel pour la formation d'enquêteurs dans le cadre d'une étude par sondage de budgets familiaux et de consommation dans un pays en voie de développement - Paris - INSEE - MINCOOP - 61 p.
- AFFOU (Yapi - Simplicie) - 1979 - Les Problèmes d'accumulation du capital dans les exploitations villageoises du canton Kettié (pays Akyé), Côte d'Ivoire.
Thèse pour le doctorat de 3e cycle es sciences économiques, Université de Paris X.
Nanterre et ORSTOM - 593 p. multigr.
- ANCEY Gérard - 1975 - Niveaux de décision et fonctions objectifs en milieu rural africain.
INSEE - Coop, MINCOOP, ORSTOM - Note AMIRA n° 3 - 30 p. multigr.
- ANCEY Gérard - 1977 - Variation Mossi sur le thème : Reproduction des milieux ruraux mis en contact avec le système capitaliste extérieur, in Essais sur la Reproduction des Formations Sociales Dominées.
Paris - ORSTOM - Travaux et Documents n° 64 - pp. 1 - 15.
- ANCEY Gérard - 1974 - La monnaie Mossi, un pouvoir non-libératoire de règlement.
ORSTOM - Ouagadougou (Haute Volta) - 176 p. multigr.
- BINET Jacques - 1956 - Budgets familiaux des planteurs de cacao au Cameroun.
Paris - ORSTOM - L'homme d'Outre-Mer - n° 3 - 154 p.
- BOUTILLIER Jean-Louis - 1960 - Bongouanou, Côte d'Ivoire - Etude socio-économique d'une subdivision -
L'Homme d'Outre-Mer, Nouvelle Série n° 2 - Paris - Berger - Levrault - 224 p.

- CHAUVEAU J.P. - RICHARD J. - () - Une "périphérie recentrée" : à propos d'un système local d'économie de plantation en Côte d'Ivoire, Cahiers d'Etudes Africaines 68 XVII - 4 - pp. 485-523.
- CRESSWELL R. et al - 1975 - Eléments d'ethnologie
Paris, Armand Colin, 2 vol., 318 et 282 p.
- GASTELLU Jean-Marc - 1978 (a) - Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ?
Communication pour le Colloque AMIRA
Paris - Janvier 1979 - 22 p. multigr.
- GASTELLU Jean-Marc - 1978 (b) - La course à la forêt dans le Moronou
Centre ORSTOM de Petit Bassam, Abidjan, 13 p. multigr.
- LE ROY Xavier - 1979 - L'introduction des cultures de rapport dans l'agriculture vivrière senoufo. Le cas de Karakpo.
ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Abidjan - 92 + 89 p. multigr.
- MASSEYEFF R., CAMBON A., BERGERET B. - 1958 - Le groupement d'Evodoula, Cameroun. Etude de l'alimentation.
Paris, ORSTOM, 66 p. multigr.
- MILLS C. WRIGHT - 1975 - The Sociological Imagination
Penguin Books - 256 p.
- PANOFF M. et PERRIN M. - 1973 - Dictionnaire d'Ethnologie
Paris, Petite Bibliothèque Payot - 293 p.
- PAUVERT J.C., LANCREY-JAVAL J.L. - 1957 - Le groupement d'Evodoula, Cameroun. Etude socio-économique
Paris, ORSTOM, 55 p. multigr.
- PIAGET Jean - 1968 - Le structuralisme.
Paris, P.U.F. - Que sais-je ? n° 1311 - 124 p.
- ROBINSON Joan - 1961 - Exercises in Economic Analysis
Londres - Macmillan.

- SURGERS Marc - avec la collaboration de WINTER Gérard - 1978 -
Bilan des Travaux effectués par le Groupe AMIRA de sa
création à la mi-78.
PARIS, AMIRA et AFIRD, 80 p. multigr.
- THENEVIN Philippe - 1978 - L'investigation en milieu rural et la pratique
du développement : cadre d'intégration et approche
systémique.
Paris, INSEE - Coop, MINCOOP, ORSTOM - Note AMIRA n° 18
63 p. multigr.
- WEBER Jacques - 1977 - Reproduction des milieux ruraux, première phase :
types de surproduit et formes d'accumulation. La provin-
ce cacaoyère du centre sud Cameroun.
in Essais sur la Reproduction des Formations Sociales
Dominées.
Paris, ORSTOM, Travaux et Documents n° 64, pp. 69 - 87.
- WINTER Gérard - 1966 - Le niveau de vie des populations de l'Adamaoua,
République du Cameroun,
ORSTOM, SEAE, INSEE - Coop - 201 p.
- WINTER Gérard - 1970 - Méthodologie des enquêtes niveau de vie en milieu
rural africain
Paris, ORSTOM, Initiations et Documents Techniques n° 15
182 p.
- WINTER Gérard - 1978 - Réflexions sur les enquêtes ménages à fins multi-
ples dans les pays en voie de développement
INSEE - Coop, MINCOOP, ORSTOM - Note AMIRA n° 21
7 p. multigr.

*

* * *